



Le Candidat de M. Marchand

A TERREBONNE

ACHILLE CARRIER

UN OISEAU DE PASSAGE.

QUEL EST-IL ? D'OU EST-IL ?

OU VA-T-IL ? QU'A-T-IL FAIT ?

Dans le comté de Terrebonne, l'élection met les électeurs en présence d'un fort joli garçon en apparence, si on en juge par l'écorce et l'habit, et qui semble tomber dans un milieu où il se cache pour la raison particulière qu'il a besoin de cacher son identité.

C'est un effronté qui joue le personnage ; il est comme tous les oiseaux de passage, et surtout les nuisibles : il laisse les traces de sa personnalité dans ses tentatives d'être quelque chose.

Les petits oiseaux migrateurs réjouissent toute la nature

en chantant quand revient le printemps, mais l'épervier, le corbeau, l'émérillon ou le butor font toujours tache dans cette famille ailée.

Nous n'avons qu'à examiner ce qui se passe ordinairement dans les rangs de la bonne société. Il vous arrive en pleine fête un coquin bien mis ; instinctivement tout le monde se demande s'il faut oublier les lois de la politesse et le flanquer à la porte, ou s'il faut se soumettre, le cœur serré par la défiance, et attendre l'occasion de lui faire sentir qu'il est de trop. Il y a toujours cette espérance que chez ces gens, tout comme chez le brigand, s'ils n'ont ni cœur ni honneur, ils ont au moins de la vanité.

Terrebonne offre à différents égards un sujet tout particulier d'observation. Depuis l'origine de l'histoire politique du Canada, on a vu se succéder là des hommes de la plus haute importance et dont le Canada s'enorgueillit, pour ne compter que les Lafontaine, les Morin, les Chapleau, les Masson et les Nantel.

Nous serions en droit de dire que pas un comté de la province de Québec n'a produit pareille phalange. Nous avons le droit de mentionner aussi comme enfants des familles de ce comté, l'honorable M. Taillon, l'honorable M. Desjardins et tant d'autres dont la science et l'intégrité font l'orgueil des enfants de Terrebonne.

Maintenant n'est-ce pas révoltant de voir cet héritage politique et national, toujours grandi par des hommes qui ont fait l'honneur de leur race et de leur pays, être contaminé par les tentatives aussi ridicules que méprisables d'un aventurier politique, qui a trouvé dans sa vie le moyen de mettre à son débit une quantité d'actions dont tous les honnêtes gens rougiraient si elles étaient mises à leur compte.

Quant à son crédit personnel ou politique, il est certainement plus bas que la nullité ; toutes ses tentatives d'être quelque chose se sont toujours résolues en des actes répréhensibles pour ne pas dire plus.

UNIVERSITY
OF TORONTO

QUI EST MONSIEUR CARRIER ?

Nous ne le savons pas, et il ne veut pas nous le dire. Il paraît être l'une de ces excoriations qui s'attachent à la société, comme ces mauvais champignons aux pieds des arbres sains ; ou encore comme l'un de ces produits que l'exubérance de la nature jette tout à coup à la surface de la terre, produits qu'on ne peut classer dans aucune catégorie, car ils ne reproduisent rarement autre chose que des fruits abatardis.

Que fait-il ? Il se dit avocat pratiquant sa profession. Singulier avocat qui fut admis au barreau en 1882, qui est parvenu à se procurer un mandat dans la Gaspésie en 1890 ; ce fut alors le commencement de la gloire et c'est alors qu'il éblouissait un certain nombre de badauds par son luxe et son train de vie ; tant il est vrai qu'un sot trouve toujours un plus sot que lui pour l'admirer.

Or cet avocat qui promenait sa personne et sa sottise vanité sur le dos de *Clover*, n'avait pas le courage de payer sa licence au barreau en 1885-86, 1886-87, 1889-90, 1892-93 et en 1893-94.

Durant sa courte existence de membre du Barreau on voit qu'il s'était fait des rentes pour vivre sans travailler. Et son passé ferait encore voir, si nous examinons le dossier qu'il est parvenu à se faire, en se collant aux flancs d'hommes qui avaient quelque valeur même pour le mal, qu'il a su décrocher sa part de gâteau et qu'il a eu le talent de la manger miette à miette ; parce que comme tous les parasites il s'est toujours donné le luxe de grignoter le fromage des autres avant de toucher au sien.

SES RESSOURCES

Enumérons-les d'abord :

1o	Provenant de ses économies.....	0,000 00
2o	Provenant de l'exercice de sa profession avec MM. Delisle et Brunet.....	0,000 00
3o	Provenant de ses dotations.....	0,000 00

4o	Provenant de ses emplois autres que ceux résultant de sa profession.....	0,000 00
5o	Provenant du vol de Pacaud dans la transaction concernant le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.	
	Item 86-13, p. 381 du Rapport de la Commission Royale dans l'affaire du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. Chèque produit en paiement de deux billets à A. F. Carrier..	\$400 00
	Billets produits, chèques qui les ont payés, aussi produits. Déposition Pacaud.	
	Item 88-5, p. 384. Chèque produit, servant à payer billet de Achille Carrier.....	400 00
	Déposition Pacaud durant la même enquête.	
6o	Provenant des carottes arrachées à J. P. Whelan.	

Item 4.—Compte des \$108,000.00 que le dit Whelan a payées à Mercier, Beausoleil, Préfontaine, Pacaud et Carrier. Voir Carrier, page 248 Rapport de la Commission de 1892, \$2,550 reparties comme suit :

D'abord en argent.....	\$ 250 00
Arbitrage “	300 00
Pour billet escompté.....	500 00
26 février 1889 en argent.....	1,500 00
Total	\$2,550 00

De ces deux sources, savoir : le vol de Pacaud et la carotte Whelan, le nommé Carrier n'a jamais hésité à déclarer qu'il lui était légalement dû aucun des argents qu'il avait touchés. Et il a prétendu souvent que Whelan lui devait ces argents pour services professionnels rendus devant la Commission d'arbitrage, établie entre le gouvernement et le dit Whelan, concernant la construction du palais de justice à Québec.

Or voici ce que Whelan déclare sous serment. Page 248. Enquête sur l'affaire Whelan. Volume officiel.

Bien maintenant venons au 4e item (à Monsieur Achille Carrier, aux \$2,550).

Q. Quand ceci a-t-il été payé ?

R. Il y a \$2,550 pour Achille Carrier.

Q. Quand cela a-t-il été payé ?

R. Je lui ai donné une fois \$250, une autre fois \$300 ; et durant l'arbitrage, il n'avait pas d'argent et moi non plus. Comme de raison il était toujours disposé à accepter et quand je lui ai donné un bon de \$500, il l'escompta.

Par le Juge Mathieu.

Q. Un bon du gouvernement ?

R. Un bon sur le département des travaux publics.

Par M. Stewart.

Q. C'était à l'époque où il s'agissait d'arbitrage dans votre affaire et ce bon de \$500 devait être payé à même le montant qui vous serait accordé par la sentence arbitrale ?

R. Oui, qui me fut accordé par la sentence arbitrale.

Q. Quelles étaient les circonstances, et comment étiez-vous venu à lui donner cette somme d'argent ?

R. Il est venu me trouver pendant que l'arbitrage se faisait, il n'avait pas d'argent et j'ai cru qu'il fallait lui donner cela.

Q. Qui est-ce qui vous a engagé à le lui donner ?

R. J'ai cru qu'il valait mieux le lui donner, vu qu'il m'était sympathique.

Q. Quelle autre somme d'argent avez-vous payée à M. Carrier ?

R. Je lui ai donné \$1,500.00.

Q. Quand cela ?

R. Le 26 février 1889.

Q. Dans quelles circonstances êtes-vous venu à lui donner cela ?

R. Bien, voyant que Beausoleil ne faisait pas beaucoup de progrès et que les gens de Québec étaient jaloux (ils disaient qu'on était chez eux, dans leur district, ils étaient jaloux ;) je savais qu'ils suscitaient toutes sortes d'obstacles, et avisé par conseil, j'ai cru qu'il serait mieux d'avoir de mon côté les gens de Québec comme ceux de Montréal.

Q. Alors vous avez donné \$1500 à M. Carrier ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que M. Carrier fit pour vous ; a-t-il fait quelque chose pour vous ?

R. PAS QUE JE SACHE....!!!

Q. Savez-vous s'il a fait des démarches pour obtenir un règlement dans votre réclamation ?

R. Non.

Q. Quelle était la convention avec Carrier ? est-ce que c'était là tout ce que vous deviez lui payer.

R. Je devais lui donner à lui et à Langelier \$3000.00. (Voy. p. 250).

Ces argents devaient être divisés entre Charles Langelier et Achille Carrier, mais on ne trouve nulle part qu'ils furent divisés, et Achille Carrier semble avoir empoché les \$3000.00. C'était là le résultat d'une éducation que M. Carrier s'était fait faire par des plus anciens que lui.

L'ENTREMETTEUR DE LA RUE NOTRE-DAME OUEST

Les gens de la rue Notre-Dame-ouest se rappellent parfaitement encore ce qu'il leur a fallu payer au dit Carrier et aux *requins* de son espèce pour obtenir ce que chaque partie demandait. Il fallait voir alors l'audacieux *bodder* courir d'un pupitre à l'autre dans les rangs de ses amis les rouges, pour se faire promettre des votes (sans garantie de faire valoir) ; et l'observer ensuite courant d'hôtel en hôtel comme un homme très affairé, pour dire aux propriétaires de la rue Notre-Dame combien il y avait de députés qui

allaient voter sur un signe de sa main. Et il retirait de cette honnête exploitation des sommes bien plus rondelettes que celles qui ont jamais découlé du robinet de sa profession apparente.

C'est sans doute ce qui autorisait *La Patrie* de M. Godfroid Langlois à écrire l'article suivant à la date du 5 janvier 1892 :

[*La Patrie* 5 janvier 1892.]

“ Une bonne histoire nous arrive de Québec où gravitent pendant les sessions du parlement les millionnaires qui vont servir leur pays à raison de \$800 par session *sans compter les tours de bâton de la législation privée*. Un de ces hommes d'Etat bien connu du high life québécois, Carrier, propriétaire d'une écurie de course, étant à court d'avoine pour hiverner son poulain, avait escompté son traitement de député, pour la session du parlement qui vient de ne pas avoir lieu, par la grâce de M. de Boucherville. On craint maintenant que *Clover* meure d'inanition, si son maître est forcé d'attendre une nouvelle session, pour acheter une botte de foin à son fidèle coureur.”

A ce jeu d'entremetteur, alors qu'il était encore tout petit *politiqueu*, ce qu'il a continué d'être d'ailleurs, il se fit la main ; et le gain facile que l'exploitation fit sur de crédules victimes l'a mis en appétit. Après le succès de Mercier en 1890, il est parti pour la Gaspésie accompagné de tous les politiciens capables de tout faire, et qui sont tombés déshonorés sur le champ de 1892 et là il a accepté un comté volé par lui et ses amis ; enlevé à l'honorable M. Flynn par la fraude la plus éhontée. La revanche ne fut pas longue d'ailleurs, M. Flynn le battit en 1892 par au-delà de 700 voix de majorité. Le *boodlage* avait fait son temps. Carrier avait prouvé sa nullité morale et son inutilité sociale et politique, l'honneur reprenait son droit : LA JUSTICE PASSAIT !

CARRIER DÉPUTÉ

**\$60.00 payées au gouvernement au lieu
de \$53,283.20**

Durant cette période d'affolement niais que la clique Pacaud-Carrier éprouvait avec délices, on se croyait tout permis, et le vol organisé de la manière la plus odieuse se pratiquait ouvertement avec la garantie de l'impunité ; les députés trafiquaient de leur mandat, volaient le Trésor public, se votaient des faveurs scandaleuses et contraires aux intérêts de leurs propres électeurs. Et Carrier fut l'un de ceux-là **No 1.** L'appétit lui venait en mangeant, et voici ce qu'il se faisait donner par le gouvernement.

Permis No 75, *pour* \$10.00 A. F. Carrier, T. E. Norton, Geo. J. Grant, major Hall, F. W. Kraes, J. W. Thompson. Dans le canton York, comté de Gaspé :

Rang 2, Lots 29 à 36, 41, 42.

" 2, " 43 à 56.

" 3, " 43 à 56.

" 4, " 43 à 56, 29 à 42.

" 3, " 29 à 42,

" 3, " 4 à 20, 21 à 24, 25, 26.

" 4, " 21 à 24, 1 à 20, 25, 26.

Dans le canton Larocque, comté de Gaspé.

Blocs 28, 29 et 34.

Dans le canton York, Co. de Gaspé :

Rang 2, Lots 16 à 22, 24 à 36, 41 à 56.

" 3, Blocs 27 à 56.

" 4, " 27 à 56.

" A, " 3 à 10.

Dans le canton Baillargeon :

Blocs 43, 53, 55, 57, 58.

Dans le canton Galt :

Blocs 29, 30, 31,

Superficie en acres, 83,127.

Permis No 76 (moyennant \$10,00). International Oil Coy. of St. Paul, Minesota, par A. F. CARRIER, M. P. P.

Dans le canton Larocque :

Bloc 33, 5,000 acres.

Dans le canton Galt :

Bloc 41, 5,479 acres,

Permis No 77, A. F. CARRIER, M. P. P.

Partie non arpentée au sud des townships Cap Chat et Tourelle, y compris le Mont Albert, superficie 172,800 acres.

Ces permis ont tous été renouvelés aux même personnes, à la demande de M. A. F. Carrier le 16 décembre 1891 sous les numéros des permis 158, 159, 160 et pour lesquels il a payé au département un honoraire de \$40.00.

Nous voyons par ce tableau que, fidèle à la politique des rouges, M. Carrier fait ses affaires avec les Américains.

Les connaissez-vous, électeurs de Terrebonne, les Norton, les Grant, les Hall, les Kraes et les Thompson. Eh bien, lorsque les électeurs de M. Carrier, grâce à son intervention malhonnête, se faisaient refuser les permis d'exploration pour trois mois sur cinquante arpents, ces étrangers, que Carrier *carottait*, obtenaient des permis sur **266,416 acres**, *Carrier y compris*.

Ce n'est pas tout, *The International Oil Coy.* ayant son bureau à St-Paul, Minnesota, (s'il vous plaît) par le même CARRIER, obtenait au détriment de nos explorateurs des permis pour 10,479 arpents.

Prenant goût à la chose, Carrier qui, avant de le désert, voulait voler de son bien et de ses droits le comté de Gaspé, se fit concéder à lui seul les mêmes privilèges sur une autre partie du même pays contenant 172,800 acres.

Or nous voyons par ce tableau que ce *grand entrepreneur* se trouvait intéressé dans 266,416 acres de terrain. C'est là l'un des caractères distinctifs du favoritisme honteux que le gouvernement Mercier accordait à ses mignons.

Allons plus loin, cette étendue énorme de terrain sur laquelle les permis avaient été ainsi concédés, devait d'après la loi des mines, (art. 1457) rapporter au Trésor public à raison de \$10.00 pour chaque 50 acres, soit \$53,283.30.

Combien croyez-vous que le bel Achille a payé à-compte sur cette somme énorme? **\$20 !!!** Et voilà comment M. Carrier exclut les électeurs de la province de Québec des droits de chercher des mines et des minerais et comment il sait garder le tout pour lui-même.

Sur une aussi grande étendue, passant la main aux Américains, il se faisait donner des pot-de-vin; c'est ce qui explique ce que M. Whelan appelle dans son témoignage : "*Les voyages périodiques à New-York de M. CARRIER.*"

Les électeurs de Terrebonne, auprès desquels il a l'incroyable audace de poser sa candidature, ont le droit de tout connaître.

Or le fond de ses transactions est encore plus canaille que cela. Ecoutez bien cette sale histoire qui fait partie du dossier de Carrier :

1er. Le 8 septembre 1891, M. E. E. Taché, assistant-commissaire des Terres de la Couronne, écrivit à M. Mercier que M. Jos. Roy du Cap-Chat avait le 21 janvier de la même année, demandé un permis d'exploration sur le Mont Albert, Gaspé.

2e. Il appert par les documents, que ce M. Roy avait, le 27 décembre 1890, demandé un permis pour trois mois : juillet, août et septembre. M. Duhamel, alors commissaire, lui répondit que c'était impossible d'accorder pour trois mois d'avance, ce que le 12 avril suivant, Achille Carrier demandait. Le même permis sur le même Mont Albert, M. Duhamel l'a accordé au détriment des électeurs de M. Carrier, le 20 mai.

M. Roy a renouvelé sa demande, et il lui fut répondu que le terrain n'était pas disponible pour le moment. Nous le pensons bien puisque M. Carrier l'avait subtilisé un mois auparavant, savoir le 12 avril.

Le 2 juillet M. Roy a renouvelé sa demande, mais trouvant sur son chemin le même M. Carrier, il éprouva le même refus. Il est à noter que M. Roy avait fait un dépôt auprès du gouvernement, pour payer la licence demandée ;

et il faut dire aussi que c'est lui qui avait découvert la mine. Le dépôt est affirmé dans une lettre de Québec, 3 février 1891 et signée par M. Geo. Duhamel.

La lettre d'Achille Carrier à M. Duhamel se lisait comme suit :

A l'Honorable Geo. Duhamel,

Commissaire des Terres de la Couronne,

Québec,

Monsieur,

Je vous prie de vouloir bien faire émaner, un mois d'avance, un permis *d'exploration*, sur une étendue de terrain situé au sud des townships Cap Chat et Tourelle, dans le comté de Gaspé, dans les limites ci-après décrites (une description des limites), renfermant une superficie de 270 milles, tel que indiqué sur le plan que je vous transmets en même temps que cette lettre.

(Signé), A. F. CARRIER.

Le 16 du même mois, il recevait une réponse favorable de M. Duhamel.

Il est bon d'ajouter que ce pauvre M. Roy, électeur de M. Carrier, se trouvait volé, puisque ses cinquante arpents demandés avant l'application de Carrier se trouvaient inclus dans ces 270 milles.

M. Roy qui avait payé ses \$10.00, tel que exigé par le département, a menacé de passer outre, de continuer l'exploration de la mine qu'il avait découverte, disant en même temps au département qu'il avait encouru \$200 de frais qu'il avait faits, outre tous les préparatifs de l'exploration, canaux, outils, dynamite, etc.

Qu'il avait fait un voyage dispendieux à Québec, qu'il ne demandait que 50 acres, tandis que Carrier obtenait 270 milles en superficie.

Que l'amiante qu'il a découverte dans la serpentine du Mont Albert était au moins de dix milles courants et que tout ce qu'il demandait c'était de travailler à côté des autres sur ses 50 acres.

C'est alors que M. Duhamel refusa péremptoirement cette humble demande et menaça M. Roy de poursuite.

Il fut alors décidé de s'adresser à M. Mercier. S'adresser à M. Mercier pour essayer d'obtenir cet acte de simple justice, nous voyons tout de suite se lever la barrière de payage.

M. P. A. Perry qui s'intéressait à la découverte de M. Roy révèle ceci à M. Mercier dans une lettre officielle dont suit un extrait :

“ Au mois de mai nous avons demandé s'il était possible d'obtenir notre permis quinze jours plus tôt, c'est-à-dire pour le quinze juin. En réponse nous avons été informés que le terrain n'était pas disponible. C'est pourquoi je suis monté au département avec M. Roy ; là, nous avons appris que M. Carrier, notre député, avait obtenu un permis *renfermant notre demande*, malgré que nous ayons persisté pour avoir nos 50 acres. L'honorable commissaire nous a dit qu'il ne pouvait intervenir, de voir M. Carrier et de *s'entendre avec lui*. Alors nous avons été de suite chez M. Carrier, qui a convenu de se mettre en société avec nous, mais aujourd'hui M. Carrier marche seul. Je ne regrette pas du tout le trouble que je me suis donné pour l'élection de M. Carrier, mais je regrette beaucoup la manière dont il me traite.”

Est-il étonnant après cela que M. Carrier ait été obligé de décamper de Gaspé pour venir essayer de surprendre la bonne foi d'un comté qui ne le connaît pas, mais qui apprend tous les jours à le connaître davantage et à le mépriser beaucoup plus.

Les procédés par lesquels les messieurs Roy ont été victimes du pillage et de la fraude officielle, c'est un argument bien mince pour les gens du comté de Terrebonne, qui ne sont pas habitués à voir leur député entrer en compétition avec eux, augmenter leur misère, leur embarras et leur pauvreté, au lieu de les représenter honnêtement, avec tout ce désintéressement d'un homme de cœur qui désire mériter la confiance que ses électeurs ont mise en lui.

Il n'est pas étonnant que M. Carrier se soit promené si souvent à New-York pour poser au grand seigneur, lui qui possédait à la face de ses permis un petit royaume de

270 milles en superficie, ponté de mines d'or, d'argent, d'amianté et de fer.

D'autres méthodes étaient aussi mises en pratique par M. Carrier pour se procurer des fonds.

INDEMNITÉ RETIRÉE ILLÉGALEMENT

Un bon jour, le 18 mai 1891, nous trouvons M. Carrier tombé dans la dèche, et il tire sur M. Louis Simoneau, le comptable de l'assemblée législative, une traite de \$800, à l'ordre de son ami Chs. Langelier, qui l'endosse, et faite payable le 1er novembre 1891. Chs. Langelier endosse la traite comme un homme et Simoneau l'accepte comme un monsieur.

Voici une photographie de la fameuse traite qu'il est bon de mettre sous les yeux du lecteur pour faire son admiration.

\$800-00 *Quebec, 18 Mai 1891* *1891*
à l'ordre de *Payer à l'ordre de*
Chs. Langelier
Fait à *Protesté*
Valeur reçue et chargée en compte de
A Louis Simoneau
Comptable assemblée *A. C. Carrier*
N° *législative*

Chs
Chs Langelier
A. C. Carrier

Ceci se passait dans le temps de l'achat du fameux Clover, qui devait porter avec tant de fierté, dans les rues de Québec, le luxe apparent du bel Achille, qui n'a jamais été rendu plus luisant par la somme de ses qualités morales.

Par des ordres supérieurs et il n'en connaissait pas d'autres que ceux de M. Marchand, alors orateur, cette traite fut acceptée et escomptée. C'était un autre coup d'audace d'Achille Carrier.

Il se faisait payer six mois d'avance son indemnité sessionnelle et il n'y a pas même eu de session. D'ailleurs comme tout le monde le sait l'indemnité ne se paie qu'au fur et à mesure qu'elle est gagnée. Mais une fraude de plus ou de moins, ça ne compte guère dans le dossier d'un homme comme lui.

D'ailleurs voici la loi qui régit la question des indemnités sessionnelles :—

INDENNITÉ

A chaque session, il sera alloué à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, présent durant cette session, six piastres par chaque jour qu'il sera présent, si la durée de la session n'excède pas trente jours ; et si la durée de la session excède trente jours, alors il sera alloué à chaque membre du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, présent à telle session, une indemnité sessionnelle de huit cents piastres et pas plus.

Nul membre n'aura droit à cette indemnité sessionnelle, s'il n'a été présent au moins trente et un jours, calculés comme susdits, mais son indemnité pour tout nombre de jours moindre sera de six piastres pour chaque jour qu'il sera présent.

L'indemnité pourra être payés de temps à autre, selon que le membre y aura droit, jusqu'à concurrence de quatre piastres pour chaque jour qu'il aura été présent ; mais le restesera retenu par le greffier du Conseil Législatif ou de l'Assemblée Législative, suivant le cas, jusqu'à la fin de la session, alors que le paiement final en sera effectué.

SCANDALE FOTTLER

On trouve aussi dans les départements publics que M. Carrier ne se contenta pas d'acheter des mines, mais qu'il fit aussi dans les rivières.

Pour bien mettre le public au courant de ce scandale nous allons publier dans l'ordre chronologique, les documents qui le dénoncent et qui le démontrent d'une manière irréfutable. Nous avons sous les yeux un document qui raconte les choses :

Memoire *re* loyer de la rivière St-Jean, comté de Gaspé, à M. Achille Carrier.

Le 10 janvier 1890, M. Carrier loua le droit de pêche sur la rivière St-Jean, dans le comté de Gaspé, pour la somme de six cents piastres \$600.00.

Le 17 mars de la même année, M. Carrier n'ayant pas payé le prix de son loyer, le département lui adressa la lettre suivante, qui est en anglais et que nous traduisons.

Québec, 7 mars 1890.

Monsieur,

J'ai reçu instruction d'attirer votre attention sur le fait que le montant de votre bail de la rivière St-Jean, comté de Gaspé, pour l'année courante, saison de 1890, n'a pas été payé à ce département. Vous êtes en conséquence requis d'accéder à ce devoir immédiatement.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé),

E. E. TACHÉ,

Ass. Commissaire.

Le 26 juin 1891, M. Carrier n'ayant pas encore payé son loyer, le département lui adressa une autre lettre.

Québec, 26 juin 1891.

A. F. CARRIER, ECR., M. P. P.,

Québec,

Monsieur,

Démande ayant été faite à ce département d'un bail et privilège de pêche de la rivière St-Jean, comté de Gaspé, l'honorable M. Duhamel me donne instruction de vous dire qu'il devient nécessaire de régler sans délai avec le département des terres, si vous tenez à conserver les privilèges qui vous ont été accordés par l'adjudication du 15 janvier 1890.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

(Signé), E. E. TACHÉ.

Ass. Commissaire.

Le 3 juillet 1891, M. Carrier en réponse à la lettre précédente écrivait au gouvernement pour demander autorisation de transférer son bail à certaines personnes de Boston, à certaines conditions. (Cette lettre n'a pu être retrouvée dans les dossiers.)

Le 6 juillet 1891, le gouvernement en réponse à la lettre de M. Carrier, du 3, lui adressait la lettre suivante :

DEES
DLEU
Québec 6 juillet, 1891.

A. F. Carrier, Ecr., M. P. P.

Québec,

Monsieur,

J'ai reçu instruction de l'honorable M. Duhamel, Commissaire des terres de la Couronne, de vous informer que votre offre et vos conditions du 3 courant, regardant le transport de votre bail de la rivière St-Jean, Gaspé, à certaines personnes de Boston, a été favorablement considéré à l'exception de la promesse de renouveler sous considération. Le transport devra être fait sur votre bail maintenant dans le département, et un honoraire de \$5.00 sera payé suivant la loi.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre serviteur,

E. E TACHÉ,

Ass. Commissaire.

N. B. Le transport devra être fait à une des personnes seulement du Club incorporé, suivant art. 137, sec. 4, S. R. P. Q.

Le 3 août 1891, le bail de M. Carrier a été transporté à M. John Fottler, de Boston.

Quoique cette rivière eut été louée en janvier 1890, aucun loyer ne paraît avoir été payé avant le mois de février 1892, de sorte que le gouvernement n'a rien reçu pour les droits de pêche dans cette rivière pour la saison de 1890, ni pour celle de 1891. Un chèque de M. Carrier pour \$618.00

destiné à payer son loyer de 1890, est encore dans les voutes du comptable du département, le commissaire du temps, M. Duhamel ayant demandé de ne pas le présenter à la banque. Certes de tels amis pour un homme comme M. Carrier c'est très commode.

Voici la photographie du chèque gardé dans le département :

No 5886 Quebec, Nov, 4 1890
 To the Manager of the
 Savings Bank Branch of Union Bank of Canada,
 Pay Mr. Commissioner of Crown Lands ^{ordered}
Six hundred and eighteen — Dollars;
 and charge to Folio _____
\$ 600-00/100 A. C. Carrier

Le Commissaire des terres de la Couronne alors M. Duhamel donna l'ordre suivant :

\$618. Chèque de M. Achille Carrier pour être gardé en dépôt par ordre de l'honorable Commissaire.

4 novembre 1890.

Ainsi donc M. Carrier qui avait transporté son droit de pêche en 1891, se trouvait avoir joui de l'une des plus belles rivières saumoneuse sans payer son loyer.

Or voici l'état des paiements tels qu'ils apparaissent par un certificat de M. Taché, Ass. Commissaire.

Mémo. *re* rivière St-Jean.

1890 nov. 4, A. Carrier, chèque \$618 (pas servi).	
1891 pas de loyer pour cette année.	
1891 3 août, J. Fottler pour droit sur transport du bail à son nom.....	\$ 5.00
1892 février 27, pour l'année 1892.....	600.00
1893 23 mars, pour 1893.....	600.00
1894 24 mars, pour 1894.....	600.00
1895 5 mars, pour 1895	600.00
1896 11 mars, pour 1896.....	600.00

Le gouvernement se trouve donc avoir perdu avec M. Carrier le loyer de 1890 à 1892, savoir, \$1200, mais M. Carrier, un finaud, n'avait pas fini d'exploiter la transaction, et il dit à son acheteur Fottler : je vous transmets mon bail, mais il me faut payer ce bail pour l'année commencée ; alors à Boston, le 6 juin, Messieurs Schlegel & Fottler donnèrent leur chèque à l'ordre de John Fottler jr., qui l'endossa à l'ordre de A. F. Carrier, qui l'endossa à son tour, et en retira le montant là où il était fait payable par le ministère de la Banque du Peuple. Mais ce n'était pas tout. Le 3 août 1891, le bail de M. Carrier a été transporté, on s'en souvient, et ce jour-là, M. Carrier, pour consentir à signer ce transport, se fit remettre, par les mêmes personnes, payable à son ordre, à lui, un chèque de \$500.00 qu'il a bien et dûment touché par le ministère de la Banque du Peuple, à Québec.

\$600-

104

Boston June 6 1891

Faneuil Hall National Bank

Pay to the order of John Foster Jr.

Six Hundred

Dollars

No. 700

104

Schlegel & Foster

Pay order of
A. F. Carrier
John Foster Jr.
A. F. Carrier.

FOR COLLECTION AND CREDIT OF
LA BANQUE DU PEUPLE QUEBEC
P. B. DUMOULIN
Manager

Pay only through
CLEARING HOUSE, TO
56
Pay JUN 12 1891 NAT'L BANK.
THE COM. BOSTON MASS.
Or Order to
for Acct. with

Nat'l Bank of the Republic, N. Y.
E. H. FULLEN, Cashier.

\$500-

104

Boston Aug 3 1891

Faneuil Hall National Bank

Pay to the order of A. F. Carrier

Five Hundred

Dollars

No.

Schlegel & Foster



A. J. Carrier

FOR COLLECTION AND CREDIT OF
LA BANQUE DU PEUPLE QUEBEC
P. DUMOULIN
Manager
COMMERCIAL NATL. BANK,
BOSTON, MASS.
Dr. Order for cash,
for Account of the
Nat. Bank of the Republic, N. Y.
E. N. FULLEN Cashier

Ainsi, récapitulons : il a loué une rivière pour \$600.00, il en jouit durant deux ans sans payer le loyer : valeur \$1200 ; il retire de son acquéreur pour bail de 1891 \$600.00, il reçoit en considération de son bail de la main des acquéreurs \$500.00 : défalctions nettes, \$2300.00.

Tous les documents mentionnés ici sont à la disposition de M. Carrier, dans le département, et il les connaît. Mr. Chassé, de *l'Avant Garde*, lui avait bien dit qu'une partie de l'argent qui avait servi à étaler son luxe honteux, était l'argent du public et nous voyons par ce que nous venons d'exposer que le reproche était malheureusement trop bien mérité. Si c'était tout encore ! mais non.

ENCORE \$150 PRISES AU TRESOR

Nous trouvons enregistré à Québec, vol. 50, p. 1260, le jugement suivant :

(Traduction)

CANADA :
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Quebec.

COUR SUPÉRIEURE.

No 1235.

Le neuvième jour de juin de l'année mil huit cent quatre-vingt-quatorze, 1894

Présent : l'honorable juge F. W. ANDREWS.

L'Honorable THOS CHASE CASGRAIN, de la Cité de Québec, Procureur Général de la Province de Québec, agissant pour et au nom de Sa Majesté la Reine.

Demandeur,

vs.

ACHILLE CARRIER, de la Cité de Montréal, avocat,

Défendeur.

La Cour après avoir vu et examiné la procédure et la preuve au dossier, et entendu le demandeur es-qualité, pour la Reine, par L. F. Burroughs, Ecr., dûment autorisé, sur le mérite ex-parte, adjuge et condamne le défendeur à payer au demandeur es-qualité la somme de \$150, sur billet, avec intérêt du dixième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et les frais.

(Vraie copie)

P. MALOUIN, D. P. C. S.

Voilà encore une preuve bien évidente que le dit M. Carrier devait à la Couronne depuis 1888, \$150. Le gouvernement a jugé à propos de le poursuivre et de le faire condamner, mais le gouvernement n'a pas pu se faire payer, c'est en vertu de ce principe que : "là où il n'y a rien, le roi perd ses droits."

Cependant, malgré toutes ces preuves éclatantes contre son honnêteté et son mode de vie, M. Carrier disait en cour dans la cause de Chassé, les paroles suivantes : "J'ai toujours vécu honorablement...."

Un voleur ordinaire aurait l'audace de dire de telles paroles, mais un candidat aux faveurs populaires, un homme de profession, n'a pas le droit de dire de ces choses-là, sous serment.

Au lieu de braver le gouvernement actuel et la loi, il devrait prendre un conseil de bons amis, et nous sommes certains que tous lui diraient : vas te cacher où tu voudras, mais pas à Ste. Agathe.

CARRIER PROPRIETAIRE

Il a eu durant la campagne l'audace d'affirmer qu'il était propriétaire dans le comté de Terrebonne. Quelqu'un qui avait besoin de savoir combien cette menterie n'était pas vraie, a pris la peine de relever le petit certificat suivant :

“ Il n'y a aucun acte d'enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, qui établisse que M. Carrier soit propriétaire dans ce comté.

St-Jérôme, 10 avril 1897.

(Signé), L. de G. LACHAINE,

Régistrateur.”

A moins que M. Carrier ne se soit taillé un lot sur le Lac des Sables, pour se promener cet été, en agréable compagnie, comme de coutume, nous ne voyons pas comment il pourrait se prétendre propriétaire.

On voulait le faire connaître dans le district, tout nu, tel qu'il est ; le tout avec des faits à l'appui. C'était nécessaire, et c'est fait.

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-JÉRÔME